

ARRETE MUNICIPAL
PORTANT PERMISSION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire d'AIGREFEUILLE ;

Vu la loi 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles 1.2213.1, 2213.2 et 2212.1 ;

Vu le Code de la Route (notamment l'article R411-8) ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code pénal ;

Vu l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par l'arrêté du 08 avril 2002 ;

Vu la **demande** de la société CIRCET - 18 chemin de la Chasse - 31770 COLOMIERS pour le compte de la société SFR fibre optique.

Considérant qu'en raison des travaux d'équipement de réseau de télécommunication par la société CIRCET pour le compte de SFR Fibre optique il convient de prendre des mesures de régulation de la circulation routière afin d'assurer la sécurité des usagers pendant les tirages de câbles souterrains ;

ARRETE

Article 1 : La société CIRCET est autorisée à effectuer des travaux d'équipement de réseau de télécommunication sur l'ensemble de la commune pour le compte de SFR fibre optique.

Article 2 : La circulation des véhicules s'effectuera si nécessaire sur une file en alternat manuel ou par feux automatiques sur l'ensemble de la commune, au droit des chantiers mobiles, sur une période du **01 janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024**.

Article 3 : Le stationnement des véhicules, autres que ceux de l'entreprise, sera interdit au droit du chantier et ce, pendant toute la durée des travaux. L'accès aux riverains devra être maintenu.

Article 4 : Le domaine public devra être remis en parfait état après les travaux, à la suite de dégradations qui pourraient être perpétrées par le passage des engins.

Article 5 : L'Entreprise chargée des travaux devra prendre toutes précautions d'usage pour garantir la sécurité des riverains. En aucun cas la responsabilité de la commune d'Aigrefeuille ne pourra être recherchée en cas d'accident ou autre évènement résultant des travaux. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la loi ;

Article 7 : Monsieur le commandant de brigade de la gendarmerie de BALMA et le Maire de la commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté, exécutoire à compter de ce jour, sera affiché en mairie,

Copie du présent arrêté sera notifiée à : TOULOUSE METROPOLE (Pôle Est)
La société CIRCET
La gendarmerie de BALMA

Fait à AIGREFEUILLE,
Le 02 février 2024



Le Maire,
Christian André